

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 10/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VILLEMONT

route de St Lactencin
36500 Argy

Références : -

Code AIOT : 0010005522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement VILLEMONT implanté 11, route de St Lactencin 36500 Argy. L'inspection a été annoncée le 22/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite, l'inspection s'est rendue au magasin de stockage de produits phytosanitaires, dans les silos verticaux n° 3 et 4 ainsi qu'aux aires de stockage des déchets générés in situ et au point de rejet des eaux situé au sud du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VILLEMONT
- 11, route de St Lactencin 36500 Argy

- Code AIOT : 0010005522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VILLEMONT exploite des installations de stockage en vrac de céréales et de grains sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 août 2007 modifié, pour les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- 2160-1-a (silos plats n°2, 6, 7, 8) sous le régime de l'enregistrement;
- 2160-2-b (silos verticaux n°1, 3, 4), 1434, 1435, 2175, 2260, 4718, 4734, 4510 sous le régime de la déclaration.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant déclare qu'il va prochainement transmettre un dossier de porter à connaissance sur:

- la construction du nouveau bâtiment administratif (effective et déjà évoquée lors de la visite d'inspection du 13/09/23);
- le retrait de cuves de stockage d'engrais liquides;
- des modifications de quantités de produits stockées au titre des rubriques 4510 et 4511.

L'inspection signale que ce dossier devra également porter sur les modalités de confinement des eaux d'extinction d'incendie (voir point de contrôle n°12).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 7.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
2	entretien et maintenance	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 8.1.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	colonnes sèches	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 1.3 et 7.4.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
6	entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 5.1.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
9	zonage des dangers	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 7.2.2	/	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	vérification du système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 7.4.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
12	confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 7.7.6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
13	dispositif de désenfumage	AP Complémentaire du 29/06/2012, article 8.7.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
14	stockage des produits phytosanitaires	AP Complémentaire du 29/06/2012, article 8.7.6 et 7.6.5	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	système d'aspiration et de filtration	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 8.1.5.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 5.1.2	/	Sans objet
7	élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 5.1.4	/	Sans objet
8	état des stocks de matières dangereuses	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 7.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 7.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles suivant les normes en vigueur.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; • l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Des actions correctives sont engagées dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 13/09/23 (point de contrôle n°1) : l'exploitant ne procède pas à une vérification annuelle par un organisme compétent des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. L'exploitant doit lever</p>

les limites d'intervention de l'organisme compétent assurant la vérification annuelle de la conformité des installations électriques et du matériel utilisé.

Par courrier du 11/10/23 en réponse au constat, l'exploitant déclare avoir fait le nécessaire auprès du prestataire APAVE.

Documents consultés (transmis par courriels des 29/01/26 et 02/02/26) :

- Rapport de vérification - certificat Q18 du 14/04/25 - intervention du 01/04 au 04/04/25 par la société APAVE ;
- Compte rendu Q19 du 10/07/25 - intervention de la société APAVE du 10/07/25 ;
- Justificatif de la levée du défaut relevé le 10/07/25 dans le compte rendu Q19 (fiche d'anomalie annotée le 17/07/25).

Le certificat Q18 ne relève aucune limite de vérification et conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Le compte rendu Q19 relève une anomalie qui a été corrigée par l'exploitant.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport comportant l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, mais il déclare avoir fait le nécessaire dans le bon de commande pour que le prestataire le réalise en avril 2026.

Le constat de la visite d'inspection du 13/09/23 est partiellement satisfait.

Constat : l'exploitant ne procède pas à une vérification annuelle par un organisme compétent des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : entretien et maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 8.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Article 8.1.5

[...] Les détecteurs de dysfonctionnement des manutentions définis ci-après font également

l'objet de contrôles périodiques.

En outre, l'exploitant établit un programme d'entretien adapté aux installations et à leur mode de fonctionnement, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par une personne compétente et formée à ces tâches.

L'exploitant enregistre les travaux réalisés en application de ce programme.

Article 8.1.5.1. Appareils de manutention

Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs sont disposés à l'extérieur des gaines.

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Équipements	Dispositifs de sécurité
Transporteurs à bande	Détecteur de surintensité moteur Contrôleur de rotation Contrôleur de déport de bande
Transporteurs à chaîne	Détecteur de surintensité moteur Contrôleur de rotation Détecteur de bourrage
Élévateurs	Détecteur de surintensité moteur Contrôleur de rotation Aspiration

Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.

[...]

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 13/09/23 (point de contrôle n°3) : l'exploitant ne dispose pas d'un programme formalisé d'entretien préventif des silos et de vérifications périodiques du fonctionnement des dispositifs de sécurité des installations de manutention des silos. Il ne dispose pas non plus de documents d'enregistrement de ces opérations d'entretien et de vérifications.

Par courrier du 11/10/23 en réponse au constat, l'exploitant transmet la trame d'une fiche d'enregistrement des vérifications semestrielles.

Documents consultés (transmis par courriel du 29/01/26) :

- Fiches des tests réalisés aux silos n°1, 3, 4, le 05/01/26.

<p>Les fiches ne traitent pas de la vérification des dispositifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Détecteurs de surintensité moteur pour les transporteurs à bandes et à chaînes et les élévateurs : l'exploitant explique que ce dispositif est vérifié chaque année lors du contrôle des installations électriques ; • Détecteur de rotation sur les transporteurs à chaîne n°1 et n°2 du silo n°4 ; • Détecteur de bourrage sur les transporteurs à chaîne n°3, 4 et 6 du silo n°4 ; • Détecteurs de rotation sur l'élévateur n°5 du silo n°4 : l'exploitant déclare que l'élévateur est consigné du fait d'une panne (rubalise vue sur le terrain). <p>L'exploitant déclare avoir fait procéder à de nouveaux tests depuis le 05/01/26 mais ne dispose pas de fiches pour le justifier.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection demande à l'exploitant, par sondage, de procéder au test de fonctionnement d'un détecteur de bourrage du transporteur à chaîne n°3 (TC3) situé en sous-sol du silo n°4. L'actionnement du détecteur entraîne l'arrêt du transporteur au bout de quelques secondes et déclenche une alarme de défaut sur l'écran de supervision du silo. Le test est concluant.</p> <p>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du fonctionnement des détecteurs de rotation des transporteurs à chaîne n°1 et n°2 du silo n°4 ainsi que des détecteur de bourrage pour les transporteurs à chaîne n°4 et 6 du silo n°4 .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 3 : système d'aspiration et de filtration

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 8.1.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie/explosion</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Constat de la visite d'inspection du 13/09/23 (point de contrôle n°5) : le double asservissement des installations de manutention du silo 1 au système d'aspiration des poussières n'est pas fonctionnel.</p> <p>Par courrier du 11/10/23 en réponse au constat, l'exploitant déclare avoir reprogrammé la temporisation de l'asservissement au silo n°1 le 27/09/23.</p> <p>Les fiches de vérification du 05/01/26 mentionnées au point de contrôle précédent ne relèvent aucun dysfonctionnement de l'aspiration.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection demande à l'exploitant, par sondage, de procéder à un test de l'asservissement depuis l'armoire de commande située au rez-de-chaussée du silo n°3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les installations de manutention ne démarrent pas si le système d'aspiration n'est pas en fonctionnement ; • Après la mise en marche de l'aspiration puis de l'élévateur, la coupure de l'aspiration entraîne l'arrêt de l'élévateur. <p>Le test est concluant.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : colonnes sèches

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 1.3 et 7.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.3</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> <p>Article 7.4.2</p> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au chapitre 7.5.3.2 de l'étude de dangers de mars 2006, il est mentionné :</p> <p>"Pour intervenir aux points les plus hauts des silos et à l'intérieur des séchoirs, des colonnes sèches normalisées sont mises en place."</p>

<p>Document consulté (transmis par courriel du 29/01/26) :</p> <p>- procès-verbal d'intervention sur parc de type colonne - intervention du 20/06/25 par la société EUROFEU.</p> <p>La vérification porte sur les colonnes sèches des silos n°1, 2, 4 et le séchoir. Le rapport conclut au bon fonctionnement des équipements testés. La vérification annuelle n'a pas été réalisée au silo n°3.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection examine, par sondage, les vignettes de vérifications apposées sur les colonnes sèches de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • silo n°3 : dernière vérification effectuée en septembre 2024 ; • silo n°4 : dernière vérification effectuée en juin 2025. <p>Constat : aucune vérification annuelle de la colonne sèche du silo n°3 n'a été effectuée en 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 5 : séparation des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 5.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté (transmis par courriel du 29/01/26) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • bilan des déchets produits par les installations. <p>Sur le terrain, l'inspection constate que les déchets générés par l'exploitant sont ainsi séparés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 benne couverte pour les films en plastique ; • 1 benne couverte pour le papier ; • 1 benne couverte pour le carton ; • 1 benne à bois ; • 1 benne de déchets industriels banals couverte : l'exploitant explique qu'il s'agit de déchets en mélange notamment des déchets d'emballage souillés ne pouvant être recyclés ; • 1 benne à ferraille ;

- 1 benne à déchets verts ;
- des sacs et une benne, sous abri, destinés à recueillir les refus de céréales;
- 1 conteneur fermé de batteries usagées.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 5.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage provisoire de déchets dangereux sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

[...]

Constats :

Sur le terrain, l'inspection constate que la benne accueillant les déchets de ferraille contient notamment trois fûts susceptibles d'être souillés par de l'huile. La benne n'est pas abritée des eaux météoriques et ne comporte que trois parois, ce qui peut conduire au ruissellement des eaux météoriques sur les déchets puis le sol de l'aire de stockage.

Constat : les déchets de ferraille, susceptibles d'être en partie souillés, ne sont pas stockés dans des conditions permettant d'éviter une pollution des eaux pluviales et des sols.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 5.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les

intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

Constats :

Document consulté (transmis par courriel du 29/01/26) :

- bordereau de suivi de déchet BSD-20251210-308WFS6QT du 05/01/26 - 16 10 01* EAUX HYDROCARBUREES - 2 t.

Le BSD est enregistré dans la base VIGIDECHETS à l'étape « accepté, en attente de traitement ». Le déchet a été pris en charge par la société JEAN GESSET ET FILS (18) qui bénéficie d'une autorisation préfectorale pour le transit de déchets dangereux. Il est prévu un mode de traitement R3 (Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : état des stocks de matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 7.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en oeuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

En séance, l'exploitant présente des extraits du logiciel de suivi de l'état des stocks de matières dangereuses. Ils comportent les informations attendues.

Par sondage, l'inspection demande à obtenir les quantités totales stockées au jour de la visite et susceptibles de relever des rubriques suivantes :

- 4702 II : 30 t;
- 4702 IV : 47 t;
- 4510 : 60 t;
- 4511 : 18 t;
- 1436 : 13 t.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : zonage des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté (transmis par courriel du 29/01/26) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • cartographie des risques au 27/05/24. <p>Il s'agit d'une cartographie aérienne du site qui matérialise notamment les risques ATEX et chimiques.</p> <p>Par sondage, l'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'une pancarte ATEX au rez-de-chaussée du silo n°4 ; - l'absence de matérialisation du risque lié au stockage de produits inflammables sur le plan de zonage des dangers au magasin des produits phytosanitaires ; - l'absence d'affichage, sur la porte du magasin des produits phytosanitaires, des risques et des consignes à observer liés à la présence des substances ou préparations dangereuses qui y sont stockées. <p>Constat : l'exploitant n'a pas identifié sur plan et affiché sur le terrain l'ensemble des risques liés à la présence de substances ou préparations dangereuses stockées au magasin de produits phytosanitaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : système de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.</p> <p>L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté (transmis par courriel du 29/01/26) :</p> <ul style="list-style-type: none"> facture du 28/11/25 de la société NEXECUR PROTECTION. <p>L'exploitant déclare que plusieurs détecteurs d'incendie ont été installés le 21/11/25 sur demande de l'assureur. Il a annoté la facture pour préciser le nombre et le type de détecteurs (fumée ou chaleur) dans différentes zones du site.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate, par sondage, la présence de cinq détecteurs de fumée au plafond du magasin de stockage des produits phytosanitaires.</p> <p>L'exploitant explique que le système de détection incendie est associé au système de détection anti-intrusion et de vidéosurveillance relié en permanence à une société de télésurveillance qui réceptionne tous les reports d'alarme. L'exploitant a également accès à l'état des détecteurs via un terminal mobile.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : vérification du système de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose que d'une facture qui ne permet pas d'attester la mise en service du système de détection d'incendie avec le report d'alarme.</p> <p>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du bon fonctionnement du système de détection d'incendie et du report d'alarme installés en novembre 2025.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, risque pollution eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées d'ici le 31 décembre 2007 une étude technico-économique relatif au confinement des eaux d'extinction d'un incendie survenant sur les installations de stockage de céréales et de produits phytosanitaires. La solution retenue au vu de cette étude (obturateurs, bassin de confinement.) est mise en place au plus tard le 30 juin 2008 et est soumise à l'approbation préalable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Indre et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis une étude technico-économique relative au confinement des eaux d'extinction d'incendie datée d'avril 2008 qui a fait l'objet d'une validation par l'administration. En ce qui concerne le local de stockage des produits phytosanitaires, le porter à connaissance d'avril 2011 a mis à jour les données sur le sujet suite à son déplacement dans un bâtiment existant.</p> <p>L'exploitant explique qu'il a procédé à des modifications de la gestion des eaux qu'il a intégrées dans la dernière version du POI : deux systèmes d'obturation sont prévus au niveau des deux points de rejet au milieu naturel (l'un au nord et l'autre au sud du site) afin d'utiliser la capacité du réseau de canalisations, en plus des fosses présentes dans les silos et pour le magasin des produits phytosanitaires.</p> <p>Toutefois, ces modifications n'ont pas fait l'objet d'une étude technique et n'ont pas été portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.</p> <p>En outre, l'inspection relève que le dossier de porter à connaissance d'avril 2011 mentionne (en page 24), pour le fossé situé près de la voie ferrée, que « les eaux collectées se jettent par trois exutoires directement dans le milieu naturel. » Il est également mentionné que les eaux pluviales de la zone des silos plats sont canalisées vers la lagune.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate, au point de rejet situé au sud du site près de la voie ferrée, la présence d'une trappe d'accès à une fosse dans laquelle de l'eau s'écoule avant de rejoindre quelques mètres en aval un fossé. L'exploitant déclare qu'il s'agit du point bas du site et que l'autre regard visible dans la fosse correspond au rejet de la surverse de la lagune (pas d'écoulement d'eau lors de la visite).</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant procède au test de mise en place du système d'obturation par ballon gonflable : le niveau d'eau commence à monter dans la fosse après mise en place du ballon dans la canalisation de rejet vers le fossé. Le test est concluant. L'exploitant</p>

déclare avoir déjà testé le dispositif et considère qu'une personne suffit à le manœuvrer dans un délai compatible avec l'arrivée des pompiers en cas de sinistre. Toutefois, ce n'est pas ce dispositif qui est décrit en page 122 du POI du 27/05/24.

Constat : l'exploitant n'a pas notifié au préfet les modifications intervenues sur les modalités du confinement des eaux d'extinction incendie avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment la présentation du réseau d'eaux pluviales avec identification des zones collectées et de tous les points de rejet au milieu naturel, la justification de la suffisance des volumes d'eau pouvant être confinées dans les bâtiments et dans le réseau de canalisations et la démonstration du caractère opérationnel en cas de sinistre des dispositifs d'obturation retenus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : dispositif de désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/06/2012, article 8.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanternes en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Constats :

Document consulté (transmis par courriel du 02/02/26) :

- extrait du registre de sécurité - vérification des installations de désenfumage.

Dans le registre, sont enregistrées deux tests de désenfumage au local des produits phytosanitaires les 06/01/25 et 05/01/26. Il n'y a aucune observation.

Sur le terrain, l'inspection constate, dans le magasin de stockage des produits phytosanitaires, la présence :

- d'une seule trappe de désenfumage au plafond, au fond du magasin, du côté opposé à la zone de stockage des produits inflammables ;
- d'une commande manuelle située en façade extérieure du magasin, près de sa porte d'accès : elle est signalée par une pancarte.

L'inspection demande à l'exploitant de procéder au test de fonctionnement de la commande : son actionnement entraîne l'ouverture de la trappe. Le test est concluant.

Toutefois, l'inspection s'interroge sur le positionnement et la superficie de la trappe au regard de la superficie du local. En outre, les fumées et gaz de combustion seraient libérés en sous-toiture du bâtiment dans lequel est situé le magasin et non à l'extérieur du bâtiment.

Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le système de désenfumage au magasin de stockage de produits phytosanitaires est adapté aux risques particuliers de l'installation, au regard de la superficie du magasin, de l'emplacement de la trappe vis-à-vis des produits à risque inflammable et de l'évacuation efficace des fumées et gaz de combustion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : stockage des produits phytosanitaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/06/2012, article 8.7.6 et 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.7.6</p> <p>Les substances ou préparations doivent être stockées par groupe en tenant compte de leur incompatibilité liée à leurs catégories de danger.</p> <p>La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme solide ne doit pas excéder 8 mètres dans un bâtiment.</p> <p>La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme liquide ne devra pas excéder 5 mètres dans un bâtiment.</p> <p>Les substances ou préparations très toxiques ou toxiques doivent être stockées, manipulées ou utilisées dans les endroits réservés et protégés contre les chocs.</p> <p>Les fûts, tonnelets ou bidons contenant des substances ou préparations très toxiques ou toxiques doivent être stockés verticalement sur des palettes. Toute disposition doit être prise pour éviter la chute des récipient stockés à l'horizontale.</p> <p>Dans tous les cas, les substances ou préparations inflammables au sens de l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 doivent être situées sur une aire ou dans une cellule spécifique répondant aux caractéristiques de l'article 8.7.2.</p> <p>Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre doit être d'au moins un mètre entre le stockage des substances ou préparations très toxiques ou toxiques et le plafond.</p> <p>Article 7.6.5</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan manuscrit des stockages disponibles à l'entrée du magasin de stockage des produits phytosanitaires ;

<p>- état des stocks des produits toxiques et très toxiques présenté en salle.</p> <p>Il apparaît qu'aucun produit toxique et très toxique n'est actuellement stocké au magasin ; l'exploitant confirme que les références de tels produits sont désormais peu nombreuses.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate, au magasin de stockage des produits phytosanitaires, que:</p> <ul style="list-style-type: none"> • aucune règle d'incompatibilités des produits n'est affichée. • les produits inflammables sont stockées dans une zone identifiée, constituée de trois niveaux (sol et deux racks), non séparée des racks voisins, et non pas dans une aire ou cellule spécifique qui serait notamment dotée d'une rétention dédiée. L'ensemble du local est en effet relié à une même rétention via des grilles au sol reliées à une fosse déportée. <p>Constat : les substances ou préparations, notamment les produits inflammables, ne sont pas stockées, au magasin de stockage des produits phytosanitaires, par groupe en tenant compte de leur incompatibilité liée à leurs catégories de danger, notamment pour la mise sur rétention des contenants.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>